Cahier de revendications

Syndicat fusionné SCRC

Mai 2016

Objectifs du comité de négociation

- Unifier les conventions collectives existantes en maintenant les acquis et en améliorant les conditions de travail
- Présenter un cahier de négociation qui réunit les préoccupations des membres

Cahier de revendications SCRC 2016

Les revendications ont été regroupées sous trois grands thèmes :

- I. Clauses salariales
- II. Conditions et charge de travail
- III. Sécurité d'emploi et précarité

Clauses salariales

Clauses salariales

1. Encadrer le multitâche et le rémunérer adéquatement.
2. Entreprendre un processus de révision des monographies d'emploi.

Clauses salariales

3. Revoir en priorité l'organisation du travail et les monographies d'emploi à l'information.

4. Faire en sorte que le travail journalistique soit effectué par des journalistes et des personnes occupant des emplois connexes, comme des responsables des affections ou des secrétaires de rédaction.

Clauses salariales

5. Harmoniser les plages salariales à l'interne et avec la Guilde canadienne des médias.
6. Rattraper les retards salariaux selon les ex-unités.
7. Augmenter les salaires de 3,5 % la première année, 3,5 % la deuxième année, et 3,5 % la troisième année.

Clauses salariales

8. Payer les heures affichées pour les temporaires.
9. Ajouter une clause punitive lorsque le salaire dû à un employé n'est pas versé à temps en raison d'un manquement de l'employeur.
10. Payer les employés en avancement temporaire selon le mécanisme établi à l'article 21.2 de la convention de l'ex-SCRC dès le jour 1.

Clauses salariales

11. Payer une prime aux employés qui donnent de la formation ou qui contribuent à la familiarisation à l'emploi de leurs collègues, et qu'ils soient relevés pour effectuer leur tâche adéquatement.

12. Bonifier la prime de base à la coordination pour les assistants et adjoints à la réalisation.

Clauses salariales

13. Faciliter l'accès aux avantages sociaux pour les employés à statut précaire.

14. Faire en sorte que les employés qui perdent leur permanence n'aient pas à se requalifier pour les avantages sociaux s'ils continuent de travailler comme temporaires.

Clauses salariales

15. Permettre aux employés à temps partiel de bonifier leur régime de retraite.

16. Bonifier les avantages sociaux.

Clauses salariales

17. Encadrer, améliorer et uniformiser les politiques de congés (1 de 3).

- Clarifier les politiques de congés de maladie pour les rendez-vous médicaux.
- Rendre l'achat de congés annuels ouvert à toutes les ex-unités, indépendamment du statut d'emploi.

/...

Clauses salariales

17. Encadrer, améliorer et uniformiser les politiques de congés (2 de 3).

- Clarifier les congés spéciaux.
- Bonifier le pourcentage de compensation pour congé parental ou d'adoption.
- Améliorer le congé d'adoption.

/...

Clauses salariales

17. Encadrer, améliorer et uniformiser les politiques de congés (3 de 3).

- Accéder plus rapidement à des semaines supplémentaires de vacances annuelles.
- Permettre le cumul de vacances pendant le congé de parentalité.
- Conserver l'ancienneté lors de congés parentaux pour les temporaires.

Clauses salariales

18. Améliorer le système d'attribution des congés annuels l'été (en fonction du calendrier scolaire), en visant que le plus de membres possible puissent en bénéficier.
19. Instaurer un véritable retrait préventif pour les femmes enceintes.
20. Faciliter le départ progressif à la retraite.

Clauses salariales

21. S'assurer que l'employeur fournisse l'équipement nécessaire au travail (ex : cellulaire, tablette) et demander un ajustement des indemnités pour l'achat par l'employé d'équipement nécessaire au travail, peu importe le statut d'emploi.

Clauses salariales

22. Assurer les biens personnels des employés lors de déplacements professionnels.

23. Indexer le montant payé pour les courses de taxi la nuit, à l'aller ou au retour du travail.

Clauses salariales

24. Conventionner les per diem pour les repas; les accorder quand les employés ne peuvent pas rentrer au bureau pour manger.

25. Intégrer l'indexation automatique des indemnités dans la convention.

Conditions et charge de travail

Conditions et charge de travail

26. Encadrer le multitâche et les changements technologiques pour éviter la surcharge de travail, en tenant compte des réalités régionales.
27. Introduire un processus paritaire d'évaluation de la charge de travail, suivi de mesures correctives le cas échéant.

Conditions et charge de travail

28. Limiter les heures quotidiennes de travail excessives.
Abolir les périodes de travail de 10 jours consécutifs sur deux semaines.

29. Encadrer et revoir les périodes de pauses et de repas en fonction des réalités de chaque type de fonction.

Conditions et charge de travail

30. Obliger l'employeur à remplacer les absents.

31. Favoriser le travail à temps partiel pour les employés permanents et à temps plein qui le désirent.

32. Instaurer un processus paritaire contre le harcèlement et pour le respect au travail dans la convention collective.

Sécurité/Précarité d'emploi

Sécurité/Précarité d'emploi

33. Créer un plancher d'emplois en incluant tous les salariés actuels qui ont le statut de permanent et tous les temporaires et contractuels qui font plus de 65 % des heures régulières travaillées.

34. Limiter la sous-traitance.

Sécurité/Précarité d'emploi

35. Augmenter la proportion d'employés permanents par rapport aux employés temporaires et contractuels.
36. Éliminer le statut de contractuel.

Sécurité/Précarité d'emploi

37. Clarifier la définition des changements technologiques et leurs conséquences.

38. Afficher les postes vacants et limiter la période entre l'affichage et l'attribution d'un poste. Permettre la présence d'un délégué lors de l'entrevue à titre d'observateur.

Sécurité/Précarité d'emploi

39. Prioriser à l'interne : l'embauche, le perfectionnement, l'avancement de carrière, le recyclage des employés, en leur offrant un accès équitable à une formation adéquate.

40. Uniformiser les méthodes d'évaluation des compétences lors de l'attribution de postes; s'assurer que pour une tâche, peu importe l'ex-unité, l'évaluation soit la même d'un employé à un autre.

Sécurité/Précarité d'emploi

41. Régler les différents problèmes liés aux listes d'appel et de rappel.
42. Revoir le principe des heures garanties (ex-STARF).
43. Éliminer la notion de bris de service qui a pour conséquence de pénaliser les employés qui se sont absentés pour une courte période.
44. Harmoniser les périodes d'essai.

Divers

Divers

45. Réviser le processus de règlement des griefs.

46. Permettre aux membres d'avoir accès aux postes de réalisateur sans avoir à démissionner.